

Journée CHANCE for Europe à Rome - compte rendu

Le 3 mai 2024, Rome a été le théâtre d'une journée d'échanges significative orchestrée par CHANCE (Civil Hub Against organised Crime in Europe). L'événement a été marqué par l'accueil d'une délégation européenne pour discuter du manifeste intitulé « Une Chance pour l'Europe ». Ce manifeste, composé de 5 points et 12 propositions, avait été élaboré par des associations de la société civile et présenté au Parlement européen le 7 décembre 2023.

La journée a débuté par une session inaugurale où les représentants de CHANCE ont accueilli chaleureusement les membres de la délégation européenne. L'atmosphère était empreinte d'enthousiasme et de détermination à œuvrer ensemble pour le bien-être de l'Europe et de ses citoyens.

La discussion s'est ensuite engagée autour des cinq points clés du manifeste, mettant en lumière les défis auxquels l'Europe est confrontée et les solutions proposées par la société civile. Des échanges constructifs ont eu lieu, permettant une meilleure compréhension des enjeux et des perspectives divergentes. Plusieurs groupes ont été constitués pour discuter de manière informelle sur la criminalité organisée en Europe : la corruption, l'utilisation des biens confisqués, de la protection des victimes et l'écomafia.

Après le repas, nous avons mis en commun les idées des différents groupes. Certains ont visité le musée XL extralibera, le premier chemin immersif de mémoire et d'engagement contre les mafias et la corruption, lorsque leur discussion était terminée avant.

Le workshop a conclu sur des mesures visant à renforcer le manifeste.

Corruption

- Mise en place d'un code d'éthique avec un engagement réel qui oblige contractuellement les hommes et femmes politiques
- Obligation d'une empreinte lobby, qui suit chaque étape, chaque intervention et chaque investissement des lois
- Une obligation liberté de l'information en UE
- Régulation du financement des partis au sein de tous les pays d'UE avec obligation de dévoiler l'origine des fonds
- Fermer les paradis fiscaux au sein de l'UE
- Mise en place de formation spécifique au sein des entreprises pratiques et pragmatiques qui formera et encouragera les lanceurs d'alerte
- Vérification et obligation de standards, en amont, pour les pays qui veulent être membres, en termes de corruption

Ecomafia

- Augmenter la traçabilité des déchets avec divulgation des données obligatoire
- Réduction des déchets, au lieu du recyclage
- Contrôle des déchets à la frontière
- Régulation entre les pays de l'UE sur les déchets

- Traçabilité sur le financement des partis qui proposent des politiques sur la thématique

Confiscation

- Besoin de nouveaux outils
- Demande de directives communes aux agences nationales et de guidelines
- Manque de support, de protection et d'initiatives

Protection des victimes du crime organisé

Ce qui est écrit dans le manifeste :

- Créer une table ronde permanente entre les institutions, les victimes et leurs familles et les organisations de la société civile
- L'institution d'un défenseur des victimes de la traite et de la criminalité organisée au niveau de l'UE, garantissant la mise en œuvre pleine et entière des directives de l'UE pour les droits des victimes et pour la protection des victimes de la traite des êtres humains.

Ce qui a été ajouté lors du workshop :

- Le besoin d'indemnisation est le point de départ de la reconnaissance des victimes
- Reconnaître les différents types de victimes : nécessité de définir clairement les victimes. Il y a une différence entre les victimes de la traite des êtres humains (réfugiés, travailleuses du sexe, sans-papiers), les victimes de la corruption, les victimes innocentes, etc.
- L'évaluation individuelle de toutes les victimes permet de comprendre et de mieux procéder à la protection.
- Nécessité de sensibiliser les Etats membres : les victimes et la corruption sont majoritairement considérées comme une « problématique du Sud » alors que l'Europe est grandement touchée par ce problème caché par les institutions
- Nécessité de mener des campagnes de prévention
- Rendre visibles les victimes et encourager les témoignages
- Il faut des avocats de prévention et des journalistes. Mais pour cela, nous avons besoin de ressources au niveau européen
- Compenser protéger prévenir les problèmes et éviter la double victimisation
- Besoin de protection sociale, protection institutionnelle
- Le suivi est faible, il faudrait par exemple mettre en œuvre un rapport annuel sur les données

Pour finir, nous avons conclu que chacun de ces sujets du manifeste étaient étroitement liés.

"I think we need to think highly... democracy needs defending. We need to be clarifying our discourses, our objectives in our manifesto to make it more concrete in what we need in the EU and its countries", Manuel Delia, blogger et journaliste anticorruption.